Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 5 novembre 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées", a donné le 10 juin 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e november 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd", heeft de 10e juni 1959 het volgend advies gegeven:

Le projet a comme objet de modifier l'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées, en prévoyant pour le personnel navigant temporaire de la force aérienne des allocations aéronautiques trimestrielles et pour la nouvelle catégorie du personnel navigant, le personnel occasionnel, des allocations journalières.

La demande d'avis concernant le projet a été formulée par le Ministre de la Défense nationale dans sa lettre du 4 novembre 1958.

Le projet supposait la création d'une nouvelle catégorie du personnel navigant; il a dû être sursis à son examen jusqu'au moment où le Conseil d'Etat a été saisi d'un projet d'arrêté royal relatif au personnel navigant de la force aérienne, répertorié sous le n° 6654, créant cette nouvelle catégorie. Les dispositions du présent projet ne pourront, dès lors, être prises que lorsque sera publié l'arrêté royal créant cette nouvelle catégorie du personnel navigant.

\+

\+ \+

Ce sont les articles 66, alinéa 1er, et 68 de la Constitution qui constituent la base légale du projet. Le premier alinéa du préambule devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Vu les articles 66, alinéa 1er, et 68 de la Constitution".

\+

Le projet vise, dans son préambule, l'arrêté du Régent du 30 août 1946 relatif au personnel navigant de l'aviation militaire, modifié par les arrêtés royaux des 14 juillet 1951 et ... 1958.

Au moment où le Conseil d'Etat a été saisi de la demande d'avis concernant le projet, le Gouvernement avait sans doute l'intention de modifier l'arrêté du Régent du 30 août 1946 pour y prévoir une nouvelle catégorie du personnel navigant de la force aérienne, celle du personnel occasionnel.

Le Gouvernement a cependant préféré revoir la question du personnel navigant de la force aérienne dans son ensemble. Le projet n° L. 6654, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 25 mai 1959, abroge l'arrêté du Régent du 30 août 1946 et le remplace par de nouvelles dispositions.

S'il est nécessaire de viser dans le préambule les dispositions réglementaires organisant le personnel navigant de la force aérienne, seul l'arrêté faisant l'objet du projet L. 6654 devra être visé.

Il y a toutefois lieu de noter que ce visa peut être omis; il ne constitue qu'une explication des modifications apportées à l'arrêté royal du 26 mars 1956.

+

+ +

.../...

Suivant les explications fournies au Conseil d'Etat, l'accord du Premier Ministre a été donné· il y aurait lieu de compléter l'alinéa 4 du préambule en citant la date de cet accord.

\+

\+ +

Pour éviter tout doute concernant les bénéficiaires de l'article 2, § 5, de l'arrêté royal du 26 mars 1956, il serait préférable de rédiger l'article 1er, § 2, du projet de la manière suivante :

"§ 2. L'article 2, § 5, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 5. Pour les militaires du personnel navigant breveté de la force aérienne et de l'aviation légère de la force terrestre ou du personnel navigant temporaire de la force aérienne qui sont admis dans une de ces catégories ou qui cessent d'en faire partie à une date autre que le premier jour d'un trimestre, le droit à l'allocation ou à une fraction de celle-ci est déterminé suivant les règles fixées par le présent paragraphe pour le trimestre au cours duquel se situe l'admission ou le départ".

\+

\+ +

L'article 4 de l'arrêté royal du 26 mars 1956 dispose :

"Lorsqu'au cours de la période de référence servant de base à l'établissement du droit aux allocations prévues aux articles 2 et 3, le membre du personnel navigant breveté ou élève est suspendu de la possibilité d'accomplir des prestations aéronautiques pour raison disciplinaire, les allocations déterminées selon les règles fixées par les articles 2 et 3 sont réduites proportionnellement à la durée de la suspension, tous les mois étant réputés de trente jours".

Comme le projet accorde au personnel navigant temporaire des allocations trimestrielles en lieu et place des allocations journalières, le régime prévu à l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mars 1956 devrait logiquement être étendu à ce personnel.

Si telle est l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu d'insérer dans le projet cette modification sous forme d'article 2, le numérotage des articles suivants devrait être modifié en conséquence.

Cet article 2 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. Lorsque, au cours de la période de référence servant de base à l'établissement du droit aux allocations prévues aux articles 2 et 3, le membre du personnel navigant breveté ou élève de la force aérienne ou de l'aviation légère de la force terrestre, de même que le

/

membre du personnel navigant temporaire de la force aérienne ne peut, en raison d'une suspension par mesure disciplinaire,accomplir des prestations aéronautiques, les allocations déterminées selon les règles fixées par les articles 2 et 3 sont réduites proportionnellement à la durée de la suspension; pour l'application de cette disposition, tous les mois sont réputés de trente jours".

\+

\+ \+

Il y a lieu d'ajouter, concernant l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mars 1956, que, en vertu de la nouvelle réglementation relative au personnel navigant de la force aérienne (projet L. 6654) les suspensions peuvent être prononcées pour cause d'indiscipline, d'inaptitude professionnelle ou d'inaptitude physique.

Se pose dès lors la question de savoir si cette nouvelle réglementation ne nécessitera pas une modification à l'article 4 qui n'a trait qu'à la suspension pour raison de discipline. Dans l'ignorance où il est des intentions du Gouvernement à ce sujet, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte pour répondre à cette observation.

\+

\+ \+

L'article 3 du projet est rédigé comme suit :

"Le présent arrêté entre en vigueur le(1er du trimestre civil suivant la signature)".

.../...

Le Gouvernement semble vouloir faire courir le délai d'entrée en vigueur à dater de la signature de l'arrêté; c'est la publication qui doit être le point de départ de ce délai.

\+

\+ +

Le projet appelle, enfin, une observation concernant son application éventuelle aux membres du personnel de l'air de la force navale.

La section de législation du Conseil d'Etat a donné, le 3 juin 1959, un avis relatif à un projet d'arrêté royal fixant les spécialités du personnel de pont affecté au service des aéronefs de la force navale.

Ce projet, répertorié sous le n° L. 6698, prévoit que le personnel de l'air affecté aux aéronefs de la force navale comprend trois catégories : le personnel breveté, le personnel élève et le personnel de réserve. En outre, des militaires de tout rang sont qualifiés "personnel occasionnel".

Les membres de ces diverses catégories du personnel de l'air bénéficient, en application de l'article 11 de ce projet, "du régime des allocations dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées".

Dans son avis concernant cette disposition, le Conseil d'Etat a fait observer :

.../...

"Le régime des allocations et primes aéronautiques est actuellement réglé par l'arrêté royal du 26 mars 1956 pour les prestations aéronautiques du personnel des diverses forces armées; cet arrêté a été modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957.

En disposant, en son § 1er, 1°, et en son § 2, que le personnel volant de la force navale bénéficie du régime des allocations dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées, l'article 11 du projet rend applicable au personnel de l'air de la force navale l'arrêté royal du 26 mars 1956, modifié par celui du 5 avril 1957, sans préciser les dispositions de cet arrêté qui lui sont applicables.

Comme ces arrêtés ont trait au personnel navigant de toutes les forces, il y aurait lieu d'y insérer les dispositions du projet relatives à cette question.

L'arrêté royal du 26 mars 1956 ne fixe pas d'allocations pour le personnel occasionnel de la force aérienne; cette nouvelle catégorie est créée par le projet L. 6654, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné son avis le 25 mai 1959. Un projet modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1956 ayant comme objet de prévoir des allocations pour cette nouvelle catégorie, est actuellement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. Il s'indiquerait d'y apporter les amendements nécessaires pour y faire figurer le personnel de l'air de la force navale".

.../...

Dans les deux dernières phrases de cet avis L. 6698, le Conseil d'Etat fait allusion au présent projet.

Il serait souhaitable, afin de ne pas devoir, dans un proche avenir, modifier de nouveau l'arrêté royal du 26 mars 1956 en faveur du personnel de l'air de la force navale, d'apporter au présent projet les amendements qui permettront d'atteindre son but.

Het ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd, in die zin te wijzigen, dat aan het tijdelijk varend personeel van de luchtmacht driemaandelijkse luchtvaarttoelagen en aan de nieuwe categorie van het varend personeel,namelijk het gelegenheidspersoneel, dagelijkse luchtvaarttoelagen worden toegekend.

De Minister van Landsverdediging heeft het verzoek om advies betreffende het ontwerp geformuleerd in zijn brief van 4 november 1958.

Het ontwerp veronderstelde de oprichting van een nieuwe categorie van het varend personeel; het onderzoek ervan moest worden uitgesteld totdat bij de Raad van State een ontwerp van koninklijk besluit was ingediend betreffende het varend personeel van de luchtmacht, nr 6654, waarbij deze nieuwe categorie wordt opgericht. De bepalingen van het onderhavige ontwerp zullen derhalve eerst kunnen worden bindend gesteld nadat het koninklijk besluit tot oprichting van die nieuwe categorie van het varend personeel zal zijn bekendgemaakt.

\+

\+ \+

Rechtsgrond voor het ontwerp zijn de artikelen 66, eerste lid, en 68 van de Grondwet. Het eerste lid van de aanhef zou derhalve als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de artikelen 66, eerste lid, en 68 van de Grondwet;".

\+

\+ \+

Het ontwerp verwijst in zijn aanhef naar het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 betreffende het varend personeel van het militair vliegwezen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 juli 1951 en ... 1958.

Toen de adviesaanvraag over het ontwerp bij de Raad van State inkwam, had de Regering ongetwijfeld de bedoeling het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 te wijzigen om daarin een nieuwe categorie van het varend personeel van de luchtmacht, met name het gelegenheidspersoneel,in te voeren.

De Regering heeft er nochtans de voorkeur aan gegeven het vraagstuk van het varend personeel van de luchtmacht in zijn geheel te herzien. Het ontwerp nr L. 6654, waarover de Raad van State op 25 mei 1959 advies heeft gegeven, heft het besluit van de Regent van 30 augustus 1946 op en vervangt het door nieuwe bepalingen.

Als het nodig is in de aanhef te verwijzen naar de verordeningsbepalingen betreffende het varend personeel van de luchtmacht, dan moet alleen het besluit worden vermeld waarover advies nr L. 6654 is uitgebracht.

Toch moge worden opgemerkt dat deze verwijzing achterwege mag blijven; zij is immers niets meer dan een

.../...

verklaring van de wijzigingen, die in het koninklijk besluit van 26 maart 1956 zijn aangebracht.

+

+ +

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, heeft de Eerste-Minister zijn instemming betuigd; het vierde lid van de aanhef vulle men dus aan met de datum van dit akkoord.

+

+ +

Opdat geen twijfel kan bestaan over de vraag, wie in aanmerking komt voor artikel 2, § 5, van het koninklijk besluit van 26 maart 1956, leze men artikel 1, § 2, van het ontwerp als volgt :

"§ 2. Artikel 2, § 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 april 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 5. Voor militairen van het gebrevetteerd varend personeel van de luchtmacht en van de lichte vliegdienst van de landmacht of van het tijdelijk varend personeel van de luchtmacht, die in een van deze categorieën worden opgenomen of ophouden daartoe te behoren op een andere dag dan de eerste van een kwartaal, wordt het recht op de toelage of op een gedeelte ervan vastgesteld volgens de door deze paragraaf bepaalde regelen voor het kwartaal tijdens hetwelk zij opgenomen worden of uittreden".

+

+ +

.../...

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 maart 1956 bepaalt :

"Wanneer ten aanzien van een lid van het gebrevetteerd of lerend varend personeel tijdens de periode die tot grondslag dient voor het bepalen der aanspraak op de bij artikelen 2 en 3 vastgestelde toelagen, de mogelijkheid tot het verrichten van luchtvaartprestaties om disciplinaire redenen wordt geschorst, worden de toelagen bepaald volgens de in artikelen 2 en 3 vervatte regelen, verminderd naar verhouding van de duur der schorsing, waarbij iedere maand voor dertig dagen telt".

Aangezien het ontwerp aan het tijdelijk varend personeel driemaandelijkse vergoedingen toekent in plaats van dagelijkse vergoedingen, zou de in artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 maart 1956 bedoelde regeling redelijkerwijs tot dit personeel moeten worden uitgebreid.

Is dit de bedoeling van de Regering, dan zal deze wijziging als artikel 2 in het ontwerp moeten worden ingevoegd; de volgende artikelen behoren dan dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Dit artikel 2 zou als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel 2.-

Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 4. Wanneer een lid van het gebrevetteerd of lerend varend personeel van de luchtmacht of van de lichte vliegdienst van de landmacht, of een lid van het tijdelijk varend personeel van de luchtmacht tijdens de periode die tot grondslag dient voor het bepalen van de aanspraak op de bij de artikelen 2 en 3 vastgestelde toelagen wegens schorsing om tuchtredenen, in de onmogelijkheid verkeert luchtvaartprestaties te verrichten, worden de toelagen, bepaald volgens de in de artikelen 2 en 3 vastgestelde regelen, verminderd in verhouding tot de duur van de schorsing; voor de toepassing van deze bepaling wordt iedere maand voor dertig dagen geteld".

\+

\+ \+

.../...

In verband met artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 maart 1956 moet hier worden aan toegevoegd dat schorsingen, krachtens de nieuwe regeling betreffende het varend personeel van de luchtmacht (ontwerp L.6654), kunnen worden uitgesproken wegens tuchteloosheid, beroepsongeschiktheid of lichamelijke ongeschiktheid.

Bijgevolg rijst de vraag, of ingevolge deze nieuwe regeling geen wijziging moet worden gebracht in artikel 4, dat alleen handelt over schorsing wegens tuchteloosheid. Aangezien de Raad van State de bedoelingen van de Regering hieromtrent niet kent, stelt hij geen nieuwe tekst voor waarin met deze opmerking tekening zou zijn gehouden.

\+

\+ \+

Artikel 3 van het ontwerp luidt als volgt :

" Dit besluit treedt in werking op ... "

(de Franse tekst voegt eraan toe : "1er du trimestre civil suivant la signature").

De Regering schijnt de termijn van inwerkingtreding te doen ingaan op de dag van de ondertekening van het besluit, terwijl die termijn op de dag van bekendmaking zou moeten ingaan.

\+

\+ \+

.../...

Tenslotte behoort bij het ontwerp nog een opmerking te worden gemaakt in verband met de eventuele toepassing ervan op de leden van het luchtpersoneel van de zeemacht.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft op 3 juni 1959 advies gegeven over het ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de specialiteiten van het dekpersoneel aangewezen voor de dienst van de luchtschepen van de zeemacht".

Dit ontwerp, nr L.6698, bepaalt dat het luchtpersoneel van de zeemacht drie categorieën omvat : het gebrevetteerd personeel, het leerlingenpersoneel en het reservepersoneel. Bovendien worden militairen van alle rang als "gelegenheidspersoneel" gekwalificeerd.

Krachtens artikel 11 van dat besluit genieten de leden van deze onderscheiden categorieën van het luchtpersoneel het voordeel "van het regime van toelagen verschuldigd voor luchtvaartprestaties door het personeel van de krijgsmachten volbracht".

In zijn advies over deze bepaling heeft de Raad van State opgemerkt :

"Het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties is thans vastgesteld door het koninklijk besluit van 26 maart 1956 voor de luchtvaartprestaties van het personeel der onderscheiden krijgsmachtdelen; dit besluit is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1957.

.../...

Waar artikel 11 van het ontwerp in § 1, 1°, en in § 2 zegt, dat het vliegend personeel van de zeemacht het voordeel geniet "van het regime van toelagen verschuldigd voor luchtvaartprestaties door het personeel van de krijgsmachten volbracht", doet het het koninklijk besluit van 26 maart 1956, gewijzigd door dat van 5 april 1957, op het luchtpersoneel van de zeemacht toepassing vinden, zonder nader te bepalen welke voorzieningen van dat besluit op bedoeld personeel toepasselijk zijn.

Aangezien die besluiten betrekking hebben op het varend personeel van alle krijgsmachtdelen, zouden de bepalingen van het ontwerp betreffende die aangelegenheid in die besluiten moeten worden ingevoegd.

Het koninklijk besluit van 26 maart 1956 stelt geen toelagen vast voor het gelegenheidspersoneel van de luchtmacht ; deze nieuwe categorie is ingesteld door het ontwerp L.6654 waarover de Raad van State op 25 mei 1959 advies heeft gegeven. Een ontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1956, betreffende het verlenen van toelagen aan deze nieuwe categorie, is thans voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegd. Dit ontwerp behoort zo te worden geamendeerd, dat ook het luchtpersoneel van de zeemacht erin wordt vermeld".

.../...

In de laatste twee alinea's van dit advies L.6698, verwijst de Raad van State naar het onderhavige ontwerp.

Opdat het koninklijk besluit van 26 maart 1956 zeer binnenkort niet opnieuw moet worden gewijzigd ten behoeve van het luchtpersoneel van de zeemacht, verdient het aanbeveling het onderhavig ontwerp zo te amenderen, dat het zijn doel kan bereiken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.